

Recherches sociographiques



Jean-Pierre COLLIN, *La Ligue ouvrière catholique canadienne, 1938-1954*

Guy Laperrière

Volume 39, Number 1, 1998

Québec et Canada : deux références conflictuelles

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057195ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057195ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Laperrière, G. (1998). Review of [Jean-Pierre COLLIN, *La Ligue ouvrière catholique canadienne, 1938-1954*]. *Recherches sociographiques*, 39(1), 168–170. <https://doi.org/10.7202/057195ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1998

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Jean-Pierre COLLIN, *La Ligue ouvrière catholique canadienne, 1938-1954*, Montréal, Boréal, 1996, 253 p.

Qu'est-ce qui a bien pu pousser un chercheur de l'INRS-Urbanisation à écrire un livre sur un mouvement d'action catholique des années 1940 ? C'est la question du logement, du mouvement coopératif dans le domaine de l'habitation dont la Ligue ouvrière catholique (LOC) s'est principalement occupée au Québec, notamment entre 1948 et 1952. D'ailleurs, les chercheurs de l'INRS-Urbanisation ont développé une expertise dans l'histoire des coopératives d'habitation des années 1940-1960. Qu'on songe à l'ouvrage de Marc H. CHOKO sur *La Cité-jardin du tricentenaire, 1940-1947* (1988), malheureusement oublié ici dans la bibliographie, ou à celui de Jean-Pierre Collin lui-même sur *La cité coopérative de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, 1955-1963* (1986). Ces expériences constituent un des creusets où s'est formé le mouvement populaire urbain de la période suivante (1960-1980) : comités de citoyens, organismes populaires, action sociale.

L'ouvrage de Collin est aussi un des beaux fruits de la première cueillette de thèses issues du programme de doctorat en histoire de l'UQAM qui a produit de si solides travaux (Lucia FERRETTI ou Johanne COLLIN sont deux noms qui me viennent spontanément à l'esprit). Jean-Pierre Collin a eu l'avantage de rédiger sa thèse au terme de plusieurs années de recherche, ce qui donne à son texte une maturité et un fini peu communs.

Partant donc de la question des coopératives d'habitation, qui l'intéresse au premier chef, l'auteur remonte à la Ligue ouvrière catholique (LOC) qui en est à l'origine, et en écrit l'histoire. Cette préoccupation donnera à son propos une teinte plus sociale que religieuse : la Ligue lui paraît intéressante, progressiste, quand elle s'engage dans l'action concrète, et passéiste, repliée sur elle-même, quand elle met le cap sur l'apostolat religieux (remarquez que, Dieu merci, Collin est plus nuancé que moi dans ses dires). Pour reprendre ses propres termes, l'auteur privilégie « les dimensions sociopolitique et urbaine de la Ligue » (p. 15) plutôt que son étude comme mouvement religieux ou mouvement féminin (dans le cas de la LOCF).

Après avoir brossé un tableau de l'Action catholique ouvrière et de son implantation au Québec dans les années trente (chap. 1), où il établit que l'âge d'or de ce mouvement se situe entre 1935 et 1950, Collin présente un survol de la LOC canadienne (chap. 2), créée en 1938 et active jusqu'en 1965, pour devenir ensuite le Mouvement des travailleurs chrétiens (MTC). L'auteur découpe trois phases dans cette histoire. D'abord, la mise en place (1938-1942), qui coïncide presque avec la publication du premier journal mensuel, *Le Mouvement ouvrier* (1939-1944) ; on voit s'échafauder la triple structure locale (paroisses), fédérale (diocèses) et nationale. Puis, le mouvement de masse (1942-1954), alors que le nombre de militants dépasse 5 000, que le journal hebdomadaire *Le Front ouvrier* (1944-1954) atteint un sommet de 50 000 exemplaires vendus en 1948, avec des journalistes comme Réginald Boisvert ou Guy Cormier, et qu'à côté du premier front, le front religieux, on ouvre un front social, celui de l'entraide familiale ouvrière, et que les adhérents s'ajoutent aux militants, pour donner un total d'environ 20 000 membres vers 1950. La LOC se

veut le mouvement représentant les familles ouvrières. Enfin, après 1954, une troisième phase, de déclin celle-là, où le mouvement se cherche une raison d'être ; cette période correspond bien à la crise généralisée de l'Action catholique canadienne des années 1950-1965.

Les trois derniers chapitres, qui forment le cœur de l'analyse, s'attaquent à la période centrale, 1942-1954. Collin étudie d'abord la composition de la Ligue, qui veut s'identifier au monde ouvrier. L'ouvrier modèle est celui qui est en ascension sociale, ni prolétaire, ni bourgeois, et la LOC vise à former une élite ouvrière des quelque 200 dirigeants nationaux et diocésains, où les laïcs l'emportent de loin en influence sur les aumôniers, et où les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes. Même si hommes et femmes occupent deux sphères séparées, la Ligue avance quelques positions d'avant-garde pour les femmes, entre autres sur la question de l'autonomie féminine.

On connaît le slogan, la méthode de l'Action catholique : voir-juger-agir. Pour la LOC, cette méthode s'incarnera dans l'organisation communautaire, notamment par l'enquête sociale et la semaine de la famille ouvrière. Par les nombreux services qu'elle offre, camps familiaux, jardins ouvriers, budget familial, les trois principales initiatives de l'Entraide familiale ouvrière, la Ligue veut pousser ses membres à l'organisation communautaire, bien typique de l'action des Églises et annonciatrice de toute la série de mouvements d'action sociale laïcisés des années 1960 et 1970.

Enfin, le dernier chapitre aborde la question de la campagne de l'habitation, qui connut deux grandes phases : la recherche d'une solution législative, sous le nom de crédit urbain (en référence au crédit agricole), et principalement le projet coopératif, qui se réalisera surtout entre 1948 et 1952, dans toute la province. Prenant appui sur le mouvement du catholicisme social, les locistes veulent agir dans le domaine du logement, qui connaît une crise dans les années quarante. On encourage la propriété privée, puis les coopératives d'habitation. Le regroupement de ces coopératives donnera naissance à la Commission nationale de l'habitation (1947), qui se laïciserà en quelque sorte et se détachera de la LOC l'année suivante pour s'appeler dorénavant la Fédération des coopératives d'habitation du Québec. En conclusion, Collin montre bien que la LOC a mis de l'avant un modèle communautaire plutôt qu'un modèle corporatiste. Elle a formé des animateurs sociaux qui ont développé des formes décentralisées de coopération et de solidarité (p. 172), au détriment de la visée proprement religieuse du mouvement.

Le résumé qui précède ne rend pas compte de toute la richesse de cet ouvrage. Car, au-delà de ce qu'on y apprend, on a surtout le plaisir de parcourir un travail bien fait, tout en nuances et reposant sur une riche documentation. Avant tout, je dirais que le livre de Collin fait bien plus que décrire la LOC ; il l'analyse à fond, du moins dans sa dimension sociale. Les conclusions sont particulièrement nettes ; la conclusion générale (p. 170-180), solide et suggestive, mérite le détour. C'est aussi un beau livre, de lecture agréable : l'écriture est limpide, les coquilles plutôt rares (on sourira, p. 26, d'un *Urbi arcano* à la place d'*Ubi arcano* pour l'encyclique de Pie XI en 1922, où on voit bien l'influence envahissante de l'urbanisation...), les illustrations abondantes, bien choisies et judicieusement commentées, la

bibliographie et l'index bien ficelés. Il n'y a, comme dans tous les livres du Boréal, que le rejet des notes en fin de volume qui fait damner le lecteur, rejet d'autant plus regrettable ici que ces notes sont souvent très riches.

En somme, voici un document de première qualité, qui vient jeter un pont utile pour faire comprendre le lien entre mouvements sociaux et mouvements religieux dans le Québec de l'après-guerre.

Guy LAPERRIÈRE

Département d'histoire,
Université de Sherbrooke.

Frère Marie-Victorin, *Science, culture et nation*, textes choisis et présentés par Yves GINGRAS, Montréal, Boréal, 1996, 179 p.

Conrad Kirouac qui, en devenant à seize ans frère des Écoles chrétiennes, allait prendre le nom de Marie-Victorin, a vu le jour le 3 avril 1885, au sein d'une famille aisée de Québec (son père était un riche marchand de grains). Il devait trouver la mort dans un accident de la route le 15 juillet 1944, à l'âge, donc, de cinquante-neuf ans. On le connaît surtout, bien sûr, comme l'auteur de la si justement célèbre *Flore laurentienne* et le fondateur du Jardin botanique de Montréal. Mais cet homme, aussi infatigable que passionné, s'est en outre profondément engagé sur la scène publique ; il a su, nonobstant une santé fragile, défendre avec vigueur les idées qui lui étaient chères, et de la vigueur il en fallait, car ses positions s'inscrivaient à l'encontre du courant conservateur de l'époque. Rendons grâce à l'avisé historien des sciences qu'est Yves Gingras de nous donner accès aux meilleurs textes d'interventions publiques, pour la plupart parus dans *Le Devoir*, de cet intellectuel dont la pensée, hélas, encore peu connue, pourrait se subsumer ainsi : « Il faut d'abord penser humainement en communiant pleinement à l'universel. » Plus précisément, et pour reprendre les mots de conclusion de son présentateur, « Marie-Victorin offre un exemple unique d'une pensée fondée sur un programme cohérent de développement scientifique intégré au développement national ». Qu'on en juge. En 1915, Marie-Victorin dénonce la politique d'assimilation des francophones de l'Ontario. En 1917, il écrit un long article afin de « plaider la cause délaissée des sciences naturelles et faire sur ce sujet l'examen de conscience détaillé des Canadiens français » ; quelques années plus tard, il défendra la création d'une faculté des sciences à l'Université de Montréal, faisant valoir à quel point « la soudaine irruption du progrès matériel issu de la science a largement devancé le développement des institutions culturelles » (cette question est plus que jamais à l'ordre du jour). Il participera à la fondation de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, mieux connue sous l'acronyme ACFAS, dont il sera le premier secrétaire général. Rappelons que l'intéressant ouvrage qu'a consacré Gingras à l'histoire de cette institution (Boréal, 1994) met bien en évidence le rôle